



Didier Ratsiraka de nos jours, en exil en France. Nullement rongé par le remord. Il fut aussi un demi-dieu en son temps. Comme Marc Ravalomanana actuellement. Mais tout à une fin ici-bas et il faudra bien payer un jour

Le temps n'effacera jamais les crimes commis au nom de cette volonté de rester à tout prix au pouvoir. A Madagascar, les révolutions populaires n'ont jamais été spontanées mais émanent d'un mécontentement qui tire ses racines d'un mal de vivre superbement ignoré par des dirigeants qui s'en sont mordus les doigts en ayant été virés sans ménagement par le peuple qui s'est trouvé un leader.

Le carnage du 10 août 1991 tire ses racines d'un malaise qui existait depuis 1989. Voici une chronologie de l'époque :

12 mars 1989. L'amiral Didier Ratsiraka est réélu sans coup férir face à un Monja Jaona qui perdit même dans son fief de Toliara, bourrage d'urnes aidant.

Le 28 mai 1989, le parti présidentiel Arema rafle 120 sièges sur 137 lors des élections législatives. Le pays est sous la coupe réglée de ce parti qui appliquera un capitalisme d'état effréné.

Comme ce qu'a fait Ravalomanana, en avril 2006, et une fois réélu, Ratsiraka toilette la constitution malgache à travers un referendum, **le 28 mai 1989**. Pour plus de libéralisme dans le domaine de la politique. Mais c'est trop tard.



Le professeur Zafy Albert. Mauvais dirigeant, il a été empêché mais n'a pas de sang sur les mains. Hélas, il s'est ligué avec Ratsiraka et Ravalomanana contre Andry Rajoelina. Il est vrai que le pouvoir corrompt jusqu'à aller au reniement de soi-même par les politiciens malgaches

Le 13 mai 1990, une tentative de coup d'Etat est menée par Zafy Albert et le général Jean Rakotoharison alias Voaibe. Cette opposition des Forces vives est réprimée. Mais l'accalmie socio-politique ne durera qu'un an seulement.

En juin 1991, c'est l'amorce d'une révolution dénommée « faire tomber les murs de Jericho », ("Arodana ny mandan'i Jeriko") à travers l'obtention de l'abrogation totale de la constitution socialiste de 1975.

Le 8 juillet 1991, la grève générale illimitée est appliquée. La machine administrative sera complètement bloquée. **Le 16 juillet 1991**, un gouvernement parallèle est mis en place avec Voaibe comme président et Zafy Albert comme Premier ministre. Il est aussi formé un « Comité des Forces vives ». Face à cela, le régime Ratsiraka décrète l'état d'urgence et nomme, l **e 8 août 1991**, Guy Willy Razanamasy au poste de Premier ministre.

Le 10 août 1991, la « **Grande marche de la liberté**» (« **Diaben'ny Fahafahana**») aboutit à un carnage aux abords du palais d'Etat à Iavoloha.



[CLIQUEZ SUR LA PHOTO POUR REVIVRE CETTE JOURNEE ET ENTENDRE LE TEMOIGNAGE DE GUY WILLY RAZANAMASY](#)

Il est trop tard pour Didier Ratsiraka qui s'en ira vers un premier exil en France. **Le 31 octobre 1991**

, la convention dite du Panorama est signée entre toutes les forces politiques du pays. Le professeur Zafy Albert sera nommé président de la Haute autorité de l'Etat ou HAE. Ce, pour une période transitoire de 18 mois. Hélas, lui aussi finira par être vomé par le peuple, à travers une motion d'empêchement présidentielle,

le 5 septembre 1996,

pour mauvaise gouvernance. Seul point « positif » de son bref passage à la présidence de la république (Zafy a été élu en

février 1993

face à Didier Ratsiraka) : il n'a pas les mains tachées de sang comme

Tsiranana,

le 13 mai 1972, Ratsiraka

le 10 août 1991

donc

et

Ravalomanana,

le 7 février 2009

.

L'Histoire ne s'oublie pas et elle ne s'invente pas. Il est nécessaire de la rappeler pour que les générations futures ne se comportent pas comme les GTT pro-Ravalomanana qui maudissent leurs propres descendants, en racontant des histoires au nom du culte de la personnalité et pour quelques malheureux euros de plus. A l'époque de cette tragédie, il n'y avait pas l'Internet et son mauvais côté consistant à écrire n'importe quoi sous couvert de l'anonymat, par pure jalousie morbide et bas degré d'analyser logiquement qu'il existe des raisons à tout changement de dirigeant par la rue. Ratsiraka, Zafy, Ravalomanana. Tous ont été mis à la porte

par leurs propres fautes. Depuis 2009, ils se sont réunis pour se liguier contre Andry Rajoelina, premier meneur d'une révolution en Afrique, à ne pas se présenter aux futures élections présidentielles. Aussi : insultez, calomniez, désinformez, au nom de ces trois présidents déchus, il en restera toujours quelque chose. Vous n'aurez jamais raison devant le tribunal de l'Histoire, même si vous commencez à effacer vos sordides commentaires dans les forums. **Pour l'heure, le 10 août 1991, c'était il y a 19 ans déjà et le coupable, « Masoandro » dans la vidéo, ose encore faire comme si de rien n'était et se permet d'être le chef de file d'une mouvance en errance.**

Dossier de Jeannot RAMAMBAZAFY – 10 août 2010